

MINISTERE DU PLAN  
ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE

REPUBLIQUE DU MALI

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

Direction Nationale de la Statistique  
Et de l'Informatique

**D.N.S.I.**

COMPTES ECONOMIQUES DU MALI  
SERIES REVISEES 1990 - 2002  
RESULTATS PROVISOIRES 2003  
RESULTATS PREVISIONNELS 2004

DATE DE PUBLICATION : MAI 2004

**TABLE DES MATIERES**

<b>Rubriques</b>	<b>Pages</b>
Avant propos	3
Le Mali en chiffres	4
I.    Introduction	5
1.1 Changement de méthodologie	5
1.2 Principaux concepts utilisés	6
II.   Situation économique du Mali	10
2.1 Evolution des indicateurs du secteur réel en 2002	10
2.1.1. Croissance du PIB	10
2.1.2. Production des principaux produits	11
2.1.3. Prix	14
2.2. Perspectives de croissance pour 2003	15
Deuxième partie	16
Les comptes selon le PIB plus comparable	16
Annexes : Comptes selon l'ancienne méthodologie	21

## **AVANT-PROPOS**

La Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) est heureuse de mettre à la disposition des utilisateurs un ensemble de données macro-économiques pour mesurer l'évolution du résultat des diverses activités économiques.

En tant que schéma simplifié et cohérent de l'économie nationale, les présents comptes sont un résumé de l'information statistique disponible dans le pays.

Les résultats du recensement industriel de la Direction Nationale des Industries (DNI) de l'année 2000, de l'Enquête Budget Consommation de 1989, du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998 ont été mis à profit pour l'élaboration des comptes économiques. D'autres sources d'informations fondamentales qui se présentent sous forme de séries homogènes sur une longue période telle que les statistiques de l'Enquête Agricole de Conjoncture, les données de l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI) sur l'élevage, la balance des paiements de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.), les fichiers sur les finances publiques et l'assistance extérieure, les prix au producteur de l'Observatoire du Marché Agricole (OMA) et les statistiques industrielles de la DNSI ont été utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux soit pour affiner certains points cruciaux, soit pour homogénéiser la série révisée des comptes.

Des arbitrages ont été parfois nécessaires pour bien cerner la réalité de certaines branches d'activité, en tenant compte à la fois des sources susmentionnées, des renseignements fournis par des spécialistes du domaine concerné et des documents comptables collectés.

La présente publication est la seconde qui a été faite sur la base du PIB plus comparable recommandé par l'UEMOA. Le PIB plus comparable propose un certain nombre de corrections sur l'ancienne série que le lecteur pourrait apprécier à travers la note méthodologique présentée en « introduction ». Les analyses et commentaires sont faits à partir de ces résultats.

En mémoire, les présents comptes économiques renferment aussi les comptes révisés de 1990 à 2002, les comptes provisoires de 2003 et les comptes prévisionnels de 2004 à 2008, tous élaborés selon l'ancienne méthodologie.

La note de présentation sur la situation économique permettra aux lecteurs de mieux comprendre la structure et l'évolution de l'économie nationale.

Bamako, le 31 mai 2004  
Le Directeur National de la Statistique et de l'Informatique

**Mme SIDIBE Fatoumata DICKO**  
Chevalier de l'Ordre National

**LE MALI EN CHIFFRES**

	<b>2002</b>	<b>2003</b>
<b><u>Population</u></b>		
• Population totale (1000 hts)	10.463	10.693
• Population du district (1000 hts)	1.099	1.127
<b><u>Agrégats macro-économiques</u></b>		
• Produit Intérieur Brut (PIB) en milliards de F. CFA	2.297	2.494
• Taux de croissance réelle du PIB	4,2%	6,1%
• Déflateur du PIB	-0,3%	2,4%
• Revenu National Disponible Brut (RNDB) en milliards de F. CFA	2.284	2.267
• RNDB per capita (RNDB/ht) F. CFA	218.259	212.044
<b><u>Agriculture</u></b>		
• Production agricole (campagnes 01/02 et 02/03) en tonnes	1.310.519	1.436.900
• Mil / sorgho	301.931	363.629
• Maïs	939.864	710.446
• Riz paddy	570.925	419.421
• Coton graine	176.347	185.164
• Arachide	708	709
	3.635	3.819
Cheptel : Production des bovins (1000 têtes)		
Production des ovins - caprins (1000 têtes)		
<b><u>Production industrielle</u></b>		
- Coton fibre (tonne)	220.153	418.291
- Tissus (1000 m)	10.197	9.193
- Sucre (tonne)	28.556	31.385
- Boissons non alcoolisées (hl)	197.707	190.156
- Cigarettes (carton)	11.309	24.646
- Electricité (1000 kWh)	589.060	636.079
<b><u>Commerce extérieur*</u></b>		
• Importations CAF (milliards Fcfa)		
• Exportations FOB dont :	639,9	654,3
▪ coton	617,3	540,7
▪ Bétail	145,6	133,6
▪ or	27,3	40,2
• Taux de couverture FOB/CAF	402,6	315,9
<b><u>Balance des paiements*</u></b>		
• Solde balance des biens et services	96,5	82,6
• Solde balance courante	-38,3	-133,5
• Solde balance globale des paiements	-103,7	-123,2
	82,4	74,9

\* Données provisoires issues des documents de la BCEAO

## I. INTRODUCTION :

### 1.1 Changement de méthodologie

Les besoins urgents en matière de convergence des économies des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont conduit à retenir des actions légères pouvant aboutir à une plus grande comparabilité des variables économiques et financières de ces Etats. En effet, l'essentiel des indicateurs de convergence est constitué de ratios rapportés au Produit Intérieur Brut (PIB). Or les données issues des comptes nationaux actuels des pays de l'Union ne sont pas comparables à cause notamment :

- de la qualité inégale des données de base utilisées ;
- de la différence dans leurs méthodologies d'élaboration ;
- des champs couverts par les comptes ;
- de la variabilité d'un Etat à un autre.

Des travaux engagés au niveau des comptes nationaux par la Commission de l'UEMOA, avec l'appui technique d'AFRISTAT ont permis d'obtenir une harmonisation des champs et des méthodes d'élaboration des comptes selon les recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN 68).

Ces améliorations apportées dans le calcul du PIB ont eu des conséquences sur le niveau et la croissance du PIB, et sur le profil d'évolution des critères de convergence. Les innovations des comptes actuels du Mali par rapport aux comptes harmonisés sont liées à trois éléments :

- les loyers imputés ;
- la consommation de capital fixe des Administrations,
- l'imputation de la campagne agricole.

Les loyers imputés concernent les services de location de la partie de la population qui auto consomme ce service. Il s'agit au fait d'évaluer le service de location de la population qui habite dans leur propre logement. Dans les comptes maliens, l'évaluation de la production des services de location est faite uniquement à partir des services de location marchands. L'extension du champ des comptes à ce niveau prend en compte le montant estimé des loyers que les propriétaires de maison devraient payer comme s'ils étaient en location.

La consommation de capital fixe (CCF) est un coût de production. Elle peut se définir comme la diminution de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenus et utilisés par l'Administration publique du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible ou des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux.

Pour le calcul de la CCF, on a recours à des données sur l'amortissement, même s'il convient de les corriger, en passant des coûts historiques aux prix courants. Dans

le calcul de la CCF au Mali, il a été retenu comme durée de vie des équipements une période de 5 ans et pour les Bâtiments et travaux d'aménagement une période de 10 ans.

La production de la campagne agricole (n/n+1) était auparavant imputée à l'année civile (n+1) du fait qu'on considérait que la commercialisation des principaux produits agricoles s'effectuait pour l'essentiel en année (n+1). Pour rester conforme aux recommandations du SCN 93, la production de la campagne agricole (n/n+1) est imputée désormais à l'année (n) au lieu de l'année (n+1). Cette méthode d'imputation se justifie par le fait que la presque totalité du processus de production de la campagne agricole (n/n+1) au Mali se déroule au cours de l'année (n), sauf pour quelques rares productions de contre saison qui sont insignifiantes.

## **1.2 Principaux concepts utilisés**

### **a) Comptabilité nationale**

La comptabilité nationale est une technique qui vise à donner de l'économie nationale une représentation quantitative cohérente. Elle fait la synthèse de toutes les activités économiques du pays au cours d'une année et dégage des grandeurs macro-économiques telles que le produit intérieur brut ( PIB), le Revenu National Disponible Brut ( RNDB), la consommation finale, la formation brut de capital fixe ( FBCF) etc..

### **b) Le produit intérieur brut (PIB) au prix du marché :**

Il mesure le revenu généré dans le pays à partir de l'activité économique aussi bien marchande que non marchande. C'est l'enrichissement productif du pays mesuré par l'excédent de ses productions sur ses consommations intermédiaires.

Pour l'obtenir, il faut faire la somme des valeurs ajoutées de tous les agents économiques majorées des droits et taxes liées à l'importation.

C'est l'indicateur le plus utilisé pour des comparaisons internationales.

Le produit intérieur brut aux coûts des facteurs est obtenu en retranchant du PIB au prix du marché les impôts indirects nets des subventions (droits et taxes perçus sur les importations).

### **c) Le produit Intérieur Brut par tête :**

C'est le produit intérieur brut obtenu au cours d'une année réparti entre la population totale de la même année pour un pays donné. Autrement dit, c'est la part théorique de chaque citoyen dans la répartition de la richesse du pays.

**d) Le Revenu National Disponible Brut ( RNDB) au prix du marché :**

C'est le produit intérieur brut (PIB) majoré des soldes de régulation (solde de rémunération du travail avec l'extérieur, solde du revenu de la propriété et de l'entreprise, solde des autres transferts courants). Il est égal à la somme de la consommation finale et de l'épargne nationale brut. C'est un indicateur courant utilisé pour des comparaisons internationales.

**e) Le Revenu National Disponible Brut par tête :**

C'est le Revenu National Disponible Brut au cours d'une même année rapporté à la population totale de la même année pour un pays donné.

**f) L'Epargne Nationale Brut (ENB) :**

C'est ce qui reste du Revenu National Brut (RNDB) déduction faite de la consommation finale :

$$\text{RNDB} - \text{CF} = \text{ENB}.$$

Si ce reliquat peut couvrir les dépenses d'investissement, on est en présence d'une capacité de financement. On peut donc soit prêter au reste du monde soit rembourser ses dettes.

Si par contre, ce reliquat ne peut pas couvrir les dépenses d'investissement, il y a un besoin de financement ; dans un tel cas, on peut emprunter au reste du monde.

**g) La Formation brute de capital fixe (FBCF) :**

Elle contient toutes les dépenses faites pour accroître le capital physique reproductible utilisé pour la production : autrement dit l'ensemble des matériels, des ouvrages, des bâtiments de génie civil dont la durée de vie est supérieure à un an.

Pour les ménages consommateurs, on ne considère comme FBCF que le logement et les frais liés à son acquisition.

Dans la méthodologie des comptes économiques du Mali élaborée en 1985 et actuellement en vigueur, la FBCF est estimée comme la somme des postes suivants :

- FBCF en produits de la branche Elevage
- FBCF en produits de la branche Industrie
- FBCF en produits de la branche Artisanat
- FBCF en produits de la branche BTP
- FBCF en produits Importés.

**h) La Consommation Finale des Administrations Publiques (CFAP) :**

Elle est égale aux coûts de production des activités non marchands de ces Administrations ou aux frais de fonctionnement des services non marchands. Par convention, les coûts de production des Administrations publiques comprennent les consommations intermédiaires, la rémunération des salariés et les impôts liés à la production des administrations publiques.

Dans l'élaboration des comptes économiques du Mali, on retient comme Administrations publiques : l'Administration Centrale, les Administrations Régionales et les organes de l'Etat dotés de fonds spéciaux.

**i) La Consommation Finale des Ménages (ou privée) :**

Elle comprend les achats et l'autoconsommation des ménages, les paiements partiels effectués par les ménages aux administrations lorsque ces paiements n'ont aucun rapport avec le coût de production des services ( frais de scolarité dans les Ecoles Publiques, droits d'entrée dans les musées exception faite des impôts directs, etc...)

**j) Le Déflateur du PIB**

Le déflateur du PIB est un indicateur économique qui mesure la variation des prix au niveau national. Il s'apparente beaucoup plus aux taux d'évolution de l'indice général des prix au cours d'une année donnée.

C'est le coefficient obtenu en rapportant la valeur ajoutée valorisée au prix de l'année (n) sur la valeur ajoutée de la même année au prix de l'année précédente (n-1).

$$Déflateur(en\%) = \left( \frac{\sum VA_n \times PRIX_n}{\sum VA_n \times PRIX_{n-1}} - 1 \right) \times 100$$

Ce déflateur mesure la variation des prix entre les années n et n-1

**k) Les secteurs institutionnels :**

### Les sociétés :

Les sociétés sont des entités légales, créées dans le but de produire des biens et des services destinés au marché, sensées être source de profit pour leurs propriétaires. Elles sont possédées de manière collective par des actionnaires qui ont le droit d'en nommer les responsables.

Il existe le secteur des sociétés non financières qui comprend toutes les sociétés résidentes non financières, toutes les quasi-sociétés non financières et toutes les institutions sans but lucratif résidentes qui produisent des biens ou des services destinés à être échangés sur le marché à un prix économiquement significatif.

Le secteur des sociétés financières se compose de la banque centrale, des institutions de dépôts, des autres entreprises d'intermédiation financière, des auxiliaires financiers (bourses des valeurs, courtiers en assurance, etc.) et enfin les entreprises d'assurance et les fonds de pension.

### Les administrations publiques :

Les administrations publiques sont des entités créées par décision politique, et qui ont une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur les autres unités institutionnelles dans un domaine donné. Les fonctions principales des administrations sont de fournir des biens et services à la communauté dans son ensemble ou aux ménages de manière individuelle, de se financer par des impôts ou d'autres revenus, de redistribuer les revenus par des transferts, de produire des biens et services non marchands.

Une administration a donc autorité pour lever des impôts ou d'autres transferts obligatoires. Elle dispose de ses propres fonds, recettes fiscales et autres transferts reçus d'autres administrations, qu'elle utilise pour mener à bien ses actions. Elle a la possibilité d'emprunter.

### Les ménages :

La fonction principale des ménages est de consommer ; ils peuvent cependant exercer également des activités de production.

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun tout ou partie de leurs revenus, et consomment collectivement certains biens et services, principalement le logement et les repas.

Les ménages exercent des activités économiques qui ne se limitent pas à la consommation. Ils jouent un rôle prépondérant dans les activités de production, soit en tant qu'entrepreneurs individuels, soit en fournissant une force de travail. Ils

peuvent prêter ou emprunter des fonds, etc.. Quelle que soit leur activité économique, ils restent considérés comme des ménages.

Les institutions sans but lucratif au service des ménages :

Les institutions sans but lucratif (ISBL) sont des entités créées dans le but de produire des biens ou des services non marchands au bénéfice des ménages, et dont le statut ne prévoit pas qu'elles soient sources de profit pour les unités qui les contrôlent.

La majorité des ISBL ne produisent cependant que des biens ou des services non marchands.

Les ISBL comprennent :

- des associations professionnelles, des associations de consommateurs, des partis politiques, des églises et associations religieuses, des clubs sportifs, des organisations à caractère social, culturel ou récréatif ;
- des organisations caritatives ou d'entraide, financées par des dons volontaires.

Le reste du monde :

Le compte du reste du monde regroupe l'ensemble des opérations que des unités institutionnelles non résidentes effectuent avec les unités institutionnelles résidentes.

**1) La consommation de capital fixe (CCF) :**

La consommation de capital fixe (CCF) est un coût de production. D'une manière générale, elle peut se définir comme la diminution, au cours de la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenus et utilisés par un producteur, du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible, ou des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux. Elle exclut la valeur des actifs fixes détruits à la suite d'actes de guerre, ou d'événements exceptionnels, comme les catastrophes naturelles, qui se produisent très rarement.

## II. SITUATION ECONOMIQUE DU MALI

La conjoncture économique nationale reste fortement liée aux aléas climatiques qui influent sur le niveau de la production du secteur primaire d'une manière générale et plus particulièrement sur la production de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture et de la cueillette.

Le Mali continue de tirer profit des mesures d'assainissement en vigueur avec le concours précieux du Fonds Monétaire Internationale (FMI) et de la Banque Mondiale à travers le programme d'ajustement structurel visant l'amélioration de l'environnement économique, financier et institutionnel des entreprises publiques, la réhabilitation des entreprises stratégiques, la privatisation et la liquidation des autres entreprises, ainsi que l'apurement des dettes croisées entre ces entreprises et l'Etat.

La prise en compte du Loyer imputé et la CCF des administrations publiques a relevé le niveau du PIB, alors que la modification de traitement de la campagne agricole a conduit à des glissements de valeur d'une année à une autre en fonction du résultat des campagnes agricoles.

### 2.1. Evolution des indicateurs du secteur réel en 2003

Les analyses qui seront présentées dans cette note seront donc basées essentiellement sur les données du « PIB-plus comparable ».

La reprise de la croissance dans les différentes branches de l'agriculture en 2001/2002 a donné espoir après la crise cotonnière observée en 2000/2001. Les activités liées à l'organisation de la CAN 2002 au Mali ainsi qu'à l'organisation des élections ont contribué dans une certaine mesure à relancer la consommation des ménages par le biais de distribution de nouveaux revenus et surtout par l'intensification des investissements.

#### 2.1.1. Croissance du PIB

Avec la nouvelle série des PIB plus comparables, la croissance du PIB qui a été évaluée à **4,2% en 2002**, va passer à **6,1% en 2003**. Ce réajustement, est sans conteste imputable pour l'essentiel au traitement de la campagne agricole. Dans l'ancienne série, cela correspond à une croissance de 9,8% en 2002 et une baisse de 1,9% en 2003.

## Evolution du taux de croissance du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Ancienne valeur	6,6%	3,7%	3,5%	9,8%	-1,9%	12,4%
Nouvelle valeur	5,7%	-3,3%	11,9%	4,2%	6,1%	4,7%

Source : Comptes économiques de la nation

Si le taux de croissance du PIB pour 2002 peut être considéré comme un chiffre définitif, l'indicateur de croissance pour 2003 est encore provisoire.

La croissance du PIB en 2003, est liée à la hausse du niveau de production du Primaire (19,1%) et du Tertiaire Général (4,9%). Dans l'ensemble, au niveau du secondaire, il y a une baisse de production au niveau de l'ensemble des branches sauf l'Energie qui a enregistré une hausse de 11,2%. Le taux de croissance du secteur a été de -8,9% en 2003, tiré principalement par la baisse de la production aurifère qui a été de -18,8% et des autres industries manufacturières (-6,9%).

Cette croissance se ressentira d'abord sur la consommation finale qui a eu une hausse (+3,8%), avec une hausse de consommation des ménages (4,0%) et une légère hausse de consommation des administrations (+2,7%).

La Formation brute de capital fixe (FBCF) observera une forte hausse de niveau (53,5%), tandis que la consommation finale progressera avec une croissance de 3,8% en 2003. Avec la chute de la production agricole de la campagne passée, le déstockage entamé en 2002 se poursuivra (-300,9%). Ce déstockage peut s'expliquer également par la forte baisse constatée au niveau des industries manufacturières. Les exportations observeront une forte baisse (-10,1%) à cause de la chute de la production d'or tandis que les importations vont augmenter de (3,9%) en rapport avec la hausse des investissements et de la consommation finale.

### 2.1.2. Production des principaux produits

#### a) Cultures céréalières :

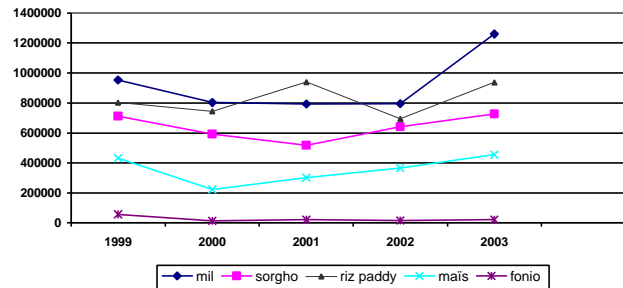
Avec la nouvelle méthodologie, les résultats de la campagne 2003/2004 ont été pris en compte dans le calcul du PIB de 2003. Les résultats de la campagne agricole publiés en mars 2004 font état d'une production 3.409.242 tonnes dont une production de blé de 5574 tonnes et une production d'orge de 126 tonnes. En définitif, la production céréalière connaîtrait ainsi une forte hausse de 35,74%.

### Principales cultures céréalières (en tonnes)

	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04
Mil	953 132	802 473	792 548	795 146	1260498
Sorgho	712 866	591 747	517 971	641 955	727632
riz paddy	802 759	745 100	939 864	693 203	938217
Mais	431 996	222 740	301 931	365 174	454758
Fonio	57 113	13 965	21 398	16 322	22437
<b>TOTAL</b>	<b>2 957 866</b>	<b>2 376 025</b>	<b>2 573 712</b>	<b>2 511 800</b>	<b>3409242*</b>

Source : Enquête agricole de conjoncture \* (y compris orge = 126 tonnes et blé = 5574 tonnes)

### Evol. productions céréales



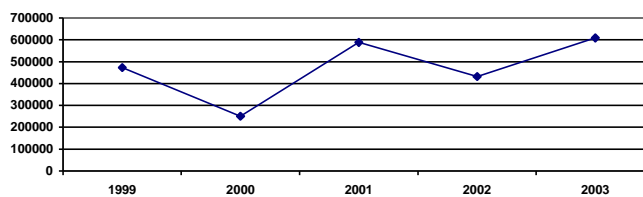
### b) Culture du coton

La production de coton graine pour la campagne 2003/2004 est estimée actuellement à 608.717 tonnes, contre 419.421 tonnes en 2002/2003. Ainsi la production de coton a fortement augmenté d'une année à une autre de plus 45%, par suite de la très bonne pluviométrie. Ce chiffre fourni par la Balance des paiements est ramené à 590.455 tonnes dans les comptes nationaux afin de tenir compte de l'autoconsommation des ménages (3% de la production).

### Evolution de la production de coton graine (en tonnes)

	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04
Coton	473 592	250 006	588 053	432 004	608.717

Source : Enquête agricole de conjoncture/Balance des paiements



#### c) Production de l'élevage

En raison de la situation en Côte d'Ivoire au dernier semestre 2002, la production de l'élevage connaîtra une baisse de 4%, en raison de la baisse des exportation des animaux sur pied vers cette destination.

#### Evolution des principales productions de l'élevage

Unité		1999	2000	2001	2002	2003	2004
Bovins	1000Têtes	627	656	675	695	709	780
ovins caprins	1000Têtes	3 427	3 536	3 626	3 538	3 819	3 901
Porcins	Tonnes	287	297	304	300	321	331
Asins, camélins, équins	Tonnes	6 732	6 962	7 143	6 886	7 521	7 774

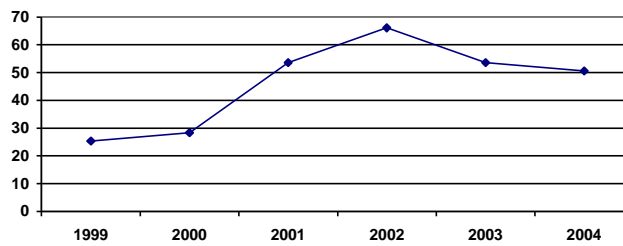
#### d) La production exportée d'Or

L'or qui est actuellement le principal produit d'exportation du Mali, a enregistré un niveau record en 2002 avec 66,068 tonnes. C'est d'ailleurs après cette production record de 2002 que la production d'or a fortement chuté pour se retrouver en 2003 à 53,998 tonnes soit une baisse de production de 18,8%. La production record de 2002 est intervenue malgré la fermeture d'une mine (Syama). Elle est liée à la découverte de nouveau filon à forte teneur d'or à Morila.

### Evolution de la production d'or (en tonnes)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Production d'or</b>	<b>25,3</b>	<b>28,3</b>	<b>53,6</b>	<b>66,1</b>	<b>53,6</b>	<b>50,6</b>

Sources: Balances des paiements



#### e) La production industrielle

Après la reprise de l'activité industrielle en 2002 qui a vu une hausse de production, en 2003, il y a eu une baisse de la production au niveau du secondaire. Compte tenu des efforts d'investissement de l'Energie du Mali, c'est la seule branche énergie qui a enregistré une hausse de production. Ainsi, au niveau des comptes, nous avons les taux suivants :

- Industrie extractives : -18,8%,
- Industries manufacturières : -6,9%,
- Energie : 11,2%

#### Evolution de l'indice de la production industrielle

Année	Indice global	Industrie alimentaire	Industrie chimique mat. constr.	Industrie mécanique énergie	Industrie textile
<b>1999</b>	182,6	129,9	114,4	282,6	222,2
<b>2000</b>	180,6	141,8	106,8	308,3	193,5
<b>2001</b>	174,5	142,5	89,5	338,9	166,8
<b>2002</b>	242,5	145,0	80,7	398,9	337,1
<b>2003</b>	212,1	149,9	88,9	425,2	231,7

Source: DNSI

Malgré le relèvement du niveau de la production industrielle en 2002, un ralentissement de la croissance a été observée au dernier trimestre. Cela est lié d'une part à la normalisation des chiffres de l'industrie textile, qui efface les conséquences de la crise cotonnière de 2000/2001, mais il résulte également d'un recul plus prononcé que d'habitude des industries alimentaires et du secteur « industries chimiques matériaux de construction ». Ces deux secteurs semblent souffrir d'un certain redimensionnement de l'activité après l'accélération passagère constatée lors de la préparation et la tenue de la CAN 2002.

### 2.1.3. Prix

#### a) Prix au producteur

Les prix aux producteurs relevés par l'Observatoire du Marché Agricole (OMA) montrent que les prix des céréales ont fortement baissé au cours de 2003, principalement pour les cultures sèches. Le mil et le sorgho ont baissé respectivement de 18% et 28%. Le maïs a baissé de 29% et le riz quant à lui a baissé faiblement de 8%.

#### Evolution des prix producteurs moyens des produits agricoles

Produits agricoles	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04
Mil	53	102	133	135	111
Sorgho	55	91	133	134	96
Maïs	49	79	105	110	78
Riz	117	124	130	132	121
Fonio	137	141	146	148	148
Coton	140	170	200	180	200

Source: SIM/CMDT

#### b) déflateur du PIB

La bonne pluviométrie ayant entraîné une bonne récolte, la chute des prix au producteur observé s'est fait ressentir sur le niveau général des prix. Ainsi, le déflateur du PIB a été de -0,3 % en 2002 contre 4,6% en 2001. En 2003 cependant, le déflateur du PIB est reparti en hausse (2,4%).

#### Evolution déflateur du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Déflateur ancien PIB	-1,3	0,5	6,9	3,0	3,8	1,3
Déflateur PIB plus comparable	-0,6	8,0	4,6	3,1	-0,3	2,4

Source: DNSI

c) Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 1996

A la fin de l'année 2003, la baisse du niveau de l'indice de 1,3% est due en grande partie à l'alimentation qui a baissé de 4,1%. Cette baisse des prix est imputable :

- d'une part à la baisse des prix des céréales due à une bonne pluviométrie,
- d'autre part à la baisse également des produits saisonniers notamment les légumes frais, les produits de la pêche et les tubercules.

Au cours de l'année 2003, les prix de certains postes ont particulièrement augmenté. Il s'agit notamment des:

- articles d'habillement, chaussants : +2,2% ;
- ameublement, équipements ménagers : +1,4% ;
- santé : +10,1% ;
- transports : +4,2% ;
- enseignement : +1,4%.

**Evolution de l'inflation mesurée par l'IHPC**

Année	Indice	inflation
1996	100,0	6,6%
1997	99,3	-0,7%
1998	103,3	4,1%
1999	102,1	-1,2%
2000	101,4	-0,7%
2001	106,6	5,2%
2002	112,0	5,0%
2003	110,5	-1,3

Source: DNSI

**2.2 Perspectives de croissance pour 2004**

Les perspectives de croissance pour 2004 se fondent sur des scénarii prudents, voire pessimiste :

- l'agriculture devrait observer une baisse d'environ 3,9%, malgré la stabilité de la production cotonnière d'environ selon les prévisions de la Balance des paiements en 2003/2004 ;
- la production du secondaire devrait croître de 5,9%. Cette hausse serait observée au niveau de toutes les branches sauf les industries extractives qui vont subir une baisse d'environ 6,7%. Les industries manufacturières vont connaître une hausse de 18,5% et celle de l'énergie sera de 15,0% .

- au niveau du tertiaire, la croissance serait forte, avec un niveau de 10,0%.  
A ce niveau, la branche transport et télécommunication devrait observée une croissance forte de 13,0%, le commerce devrait augmenter de 12,0%.

En définitif, la croissance du PIB serait de 4,7%, avec un deflateur du PIB de 2,4%. Cette forte inflation serait liée principalement à la hausse du prix de l'or et du coton.